

Un aperçu de la tendance des prêts en Albanie

Ariola Kaza

Université européenne de Tirana

Email: ariola02@gmail.com

Abstrait

Le début des années 2000 incarnait les très faibles niveaux de prêts en Albanie. La combinaison de l'imposition de plafonds de crédit rigoureux et du nombre élevé et croissant de prêts improductifs a fait que les banques commerciales ont eu des difficultés à répondre à la demande de crédit croissante. La Banque d'Albanie a imposé des plafonds de crédit bas, réduisant artificiellement la capacité des banques à accorder des prêts malgré des réserves de dépôts saines. Cependant, en 2001, la situation a radicalement changé à la suite de la décision administrative de transférer les créances douteuses de la Caisse d'épargne à l'Agence de gestion des prêts. Cela a conduit à un changement de situation financière du jour au lendemain et à une situation de NPL considérablement améliorée, en anéantissant la plupart d'entre eux en ce qui concerne le secteur bancaire. L'économie albanaise a connu un boom de la croissance du crédit, en particulier après 2004, en particulier pour les prêts en devises. Il est resté inférieur à ce qu'il aurait dû être, en raison du faible ratio de prêts par rapport au niveau des dépôts. La crise du crédit de 2008 a vu une diminution des prêts, et 2009 a vu une détérioration encore plus grande. De nos jours, l'offre s'est resserrée, les banques rendant plus difficile la demande de crédit, et la demande a également diminué, les entreprises réticentes à s'engager dans des investissements risqués, indiquant un manque de confiance dans l'économie albanaise et une incertitude quant à l'avenir, en particulier dans les secteurs comme la construction, qui sont considérés comme très importants pour la performance globale de l'économie.

Mots clés: Prêts Non Performants, Crise Du Crédit, Économie

I. INTRODUCTION

Après avoir émergé d'un régime communiste de 50 ans, l'Albanie a commencé à transformer son économie d'un système largement planifié à une économie de marché. Ce processus, associé à une assistance internationale généreuse, a aidé l'Albanie à progresser. En raison de la forte croissance économique, la population albanaise a connu une période d'amélioration des finances et un pourcentage important de la population est passé de la pauvreté à la classe moyenne. La pauvreté a diminué de moitié entre 1990 et 2008. Cette transformation se poursuit sur la base de son potentiel et de ses opportunités largement inexploités. La crise financière de 2008 a cependant révélé le défaut inhérent à la croissance basée sur la consommation interne, et mis en évidence la nécessité de passer à une croissance tirée par les investissements et les exportations (Meka, 2011).

Pour que tout cela se produise, plusieurs changements doivent intervenir. Il est urgent de mettre en œuvre des réformes structurelles pour améliorer la compétitivité, la productivité et la créativité. Les industries qui contribuent à créer des emplois doivent être encouragées.

Il doit y avoir des moyens d'impliquer des segments entiers de la population qui n'ont connu aucune amélioration. C'est beaucoup de potentiel inutilisé qui pourrait autrement alimenter une plus grande croissance maintenant et à l'avenir, ainsi que contribuer à une plus grande stabilité politique qui vient d'avoir une classe moyenne plus grande.

L'amélioration de la connectivité régionale serait très influente car elle faciliterait beaucoup le commerce et les investissements, tout en créant un marché beaucoup plus grand pour les produits locaux. Ceci est particulièrement important car la part du lion du commerce extérieur de l'Albanie se fait avec ses pays voisins, l'Italie et la Grèce (Impavido, et al 2012).

L'économie albanaise, en particulier les secteurs bancaire et financier, subit encore les séquelles de la crise financière de 2008. Le manque d'expérience dans le secteur bancaire, combiné à une mauvaise approche des prêts et des entreprises, a détérioré le climat financier global. Cela n'aide pas que les économies mondiales, en particulier les secteurs financier et bancaire, continuent de ressentir le pincement d'une demande réduite et d'une compétitivité accrue sur le marché mondial. En 15 ans, le secteur bancaire en Albanie est passé d'un climat d'expansion et de croissance agressive pour tenter de conquérir une part de marché aussi importante que possible, pour faire face à des niveaux élevés de NPL et à des perspectives économiques plus sombres, du moins à court et moyen terme. L'absorption d'une grande partie des portefeuilles de NPL des banques a changé la situation financière du jour au lendemain, mais les banques et le secteur privé semblent réticents à s'engager dans des investissements risqués. En l'absence de sources de financement alternatives (autres que les prêts bancaires), les entreprises albanaises ont été confrontées à une dure réalité de conditions de prêt resserrées par toutes les banques en 2009-2011 et même après 2012 (www.dukagjinicollege.eu). Cependant, les banques jouent un rôle si crucial dans la réglementation et la promotion des bonnes entreprises et des bons modèles commerciaux qu'elles ont une influence démesurée sur le reste de l'économie (Meka 2012).

Reconnaissant leur importance, le Gouvernement albanaise a entrepris une réforme globale axée sur la viabilité budgétaire, en essayant de stabiliser le secteur financier. Une grande attention a été accordée à l'infrastructure énergétique, à la stabilisation des fonds de pension et à l'administration locale. Les réformes en cours ont accru la confiance et l'optimisme de la population en général et en particulier des entreprises, entretenant un climat favorable à la croissance (Shijaku et Ceca 2010). La réforme législative et la réforme agraire revêtent une importance particulière, car elles garantissent que des affaires équitables peuvent prospérer et que les contrats seront respectés, éliminant ainsi les principaux obstacles aux investissements étrangers et internes. Le maintien de l'élan est cependant crucial car beaucoup en dépend, pas moins l'intégration de l'UE et une confiance accrue pour être enfin sur la bonne voie vers la stabilité politique et le progrès économique pour toutes les différentes couches de la société albanaise.

La réduction de la demande de crédit de la part de la population générale a été compensée par une augmentation du côté des entreprises, comme l'indique une augmentation de 2,4% du secteur privé au cours des 2 premiers mois de 2016. Les prêts en Lek ont augmenté à un rythme régulier, tandis que les prêts en devises étrangères ont montré des signes d'amélioration continue depuis la fin de l'année dernière. Le taux de croissance annuel de ce

portefeuille reste toutefois modéré à 1,6%, indiquant une fois de plus le scepticisme persistant du secteur privé (ministère des Finances: septembre 2015).

Même si les normes de crédit ont été abaissées pour certains segments de la société, elles restent assez strictes pour la plupart des autres, réduisant ainsi artificiellement la demande et ralentissant le flux de devises pour l'ensemble de l'économie. Les prêts aux ménages ont augmenté à un rythme plus lent que prévu (avec une croissance annuelle de seulement 4,2%), tandis que les prêts hypothécaires sont restés pratiquement inchangés par rapport à l'an dernier. Les taux d'intérêt en Lek au cours des deux premiers mois de 2016 n'ont augmenté que légèrement par rapport à l'intérêt des 3 derniers mois de 2015. En raison de son faible volume, il reste volatil et sujet à des changements importants, lorsqu'une des banques décide de augmenter ou diminuer ses tarifs. À plus long terme, ils continuent de suivre une tendance à la baisse, même si elle n'est pas aussi rapide que celle du taux d'intérêt sur les dépôts. Par client, le taux d'intérêt réduit est plus perceptible pour les ménages. Le crédit au secteur privé s'est amélioré au cours du premier trimestre de 2016 dans tous les pays du CESEE et cette augmentation du crédit au secteur privé est également renforcée par la tendance positive et solide des prêts aux ménages dans la plupart des économies régionales.

La performance du crédit a indiqué des signes d'amélioration au cours du deuxième trimestre: le portefeuille de crédit bancaire a enregistré une croissance annuelle moyenne de 3%. Cette amélioration résulte principalement de l'expansion du crédit en lek de 6,4%, alors que le portefeuille de crédit en devises n'a montré aucun signe de changement par rapport à l'année précédente (INSTAT 2016),

Cependant, ses taux de croissance annuels progressent très lentement: la croissance stagnante du crédit montre la faible demande ainsi que l'offre serrée pour ce produit particulier. Le renforcement de la demande et l'amélioration de l'offre de crédit sont considérés comme une condition préalable à une croissance solide à moyen et long terme en Albanie. Par conséquent, la mise en œuvre du plan d'action pour le traitement des prêts improductifs est d'une importance cruciale (Banque d'Albanie: septembre 2016). C'est là que la réforme de la justice deviendra très utile - elle permettra un cadre juridique plus transparent afin que les parties puissent s'engager dans des contrats à long terme (Shingjergji 2013).

Les nouvelles données disponibles et les différentes analyses n'ont pas révélé de changements majeurs dans nos prévisions à moyen terme: à cet égard, nous prévoyons une amélioration majeure de nos activités économiques. Il est prévu que l'économie albanaise reviendra à l'équilibre d'ici la seconde moitié de 2017, ce qui supposerait à son tour que l'inflation reviendra à la cible dans la seconde moitié de 2018 (Albanian Banks Association, juillet 2016).

Ces prévisions sont conditionnées par le fait de maintenir la politique monétaire stimulante sur cette période. La relance monétaire devrait rester inchangée en 2016. La balance des risques reste désavantagée. Elle est encore renforcée par les implications potentielles du Brexit, directes ou indirectes, pour l'économie et le système financier en Albanie (Banque d'Albanie: août 2016).

La Banque d'Albanie estime que la trajectoire positive des développements économiques et financiers sera maintenue dans la période à venir. Dans tous les cas, notre politique monétaire sera conforme à notre objectif d'inflation et à la nécessité de consolider davantage toutes les sources de croissance économique («Plan d'action», décembre 2016).

II. CONCLUSION

Une multitude de défis sont apparus dans le système bancaire en Albanie, ce qui en fait un secteur très fragile. Il existe une pléthore de problèmes causés par la crise économique ainsi que par la réduction des revenus qui étaient auparavant générés par les émigrants albanais dans le monde. Le fait que les banques détiennent un pourcentage élevé de prêts improductifs (NPL) est un autre défi énorme auquel il est actuellement confronté. Cette augmentation des NPL-s est principalement imputable aux créances douteuses que les banques albanaises ont émises juste après la transition post-communiste.

À la lumière de la situation ci-dessus, un examen de la manière dont les déterminants spécifiques à la banque et macro-économiques affectent les NPL devrait être effectué. On constate que les variables suivantes ont une importance majeure sur le ratio de NPL: Croissance du PIB réel, chômage, inflation, taux d'intérêt des prêts et envois de fonds. Les conditions macro-économiques sont étroitement liées à la performance bancaire. En termes simples, la croissance du PIB a toujours une relation négative avec les NPL. De même, les taux d'intérêt ont une influence directe sur la capacité de prêt de l'emprunteur, surtout si le changement de taux d'intérêt est significatif.

On constate également que les indicateurs spécifiques aux banques ont un pouvoir majeur sur les NPL. Les variables spécifiques à la banque (comme la taille, l'efficacité, etc.) du pouvoir de marché sont également des déterminants très importants car elles peuvent entraîner des prêts risqués.

Des ratios élevés de NPL continuent d'avoir une forte présence en Albanie et constituent un obstacle au développement économique. La minimisation de ces NPL est nécessaire pour améliorer notre croissance économique et notre efficacité. Par conséquent, il est recommandé aux banques albanaises de rechercher des moyens d'améliorer les procédures et les pratiques de prêt, afin d'aider l'économie à se redresser plus rapidement. Ils devraient restructurer les prêts avec de nouvelles conditions ou garanties. En outre, il est conseillé qu'ils émettent des prêts plus petits plutôt que des prêts plus importants. Afin de commencer à revoir les politiques et procédures existantes, la formation du personnel reste une étape cruciale pour y parvenir. Il est temps pour les banques de réduire le risque et de revenir à la reprise.

RÉFÉRENCES

1. Action plan for reducing non-performing loans (December 2016) https://www.bankofalbania.org/web/Action_plan_for_reducing_non_performing_loans_7402_2.php
2. Albanian Banks (July 2016) Association, <http://www.aab.al/al>

3. Bank of Albania: Decisions by the Supervisory Council of the Bank of Albania, (7 September 2016.", Plus Company Updates, Sept 14 2016 Issue
4. Bank of Albania, (August 2015) <http://www.bankofalbania.org>. Institute of Statistics of Albania (INSTAT 2016), <http://www.instat.gov.al>. Impavido, G., Klingen, C.A., Sun, Y. (2012). "Non-Performing Loans and the Macroeconomy", IMF, March
5. Institute of Statistics of Albania (INSTAT 2016), <http://www.instat.gov.al>.
6. Meka, E. (2011). "Corporate Bonds - A New Way For Financing Corporate In Albania", *Economicus*, No.7, Uet/Press, Fall, P.32.
7. Meka, E. & Meka, S. (2012). "Albanian financial system in front of global & financial crisis - a new approach to ensure long-term sustainability",
8. Ministry of Finance (September 2015). <http://www.minfin.gov.al>.
9. Shijaku and Ceca (2010). "A model for credit risk in Albania using banks' panel data". *Economic policies in SEE: design, performance and challenges*, November 53 – 72.
10. Shingjergji, A. (2013). The impact of Macroeconomic Variables on the Non Performing Loans in the Albanian Banking System during 2005-2012. *Academic Journal of Interdisciplinary studies*, MCSER Publishing- Rome, Italy, 335-339.
11. The institute for banks and finance, (August 2016) <http://institute-bf.com>.